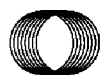


« Les Européens doivent décider : qui veut aller plus loin ? »

► On a perdu la perspective de l'objectif européen, dit l'ex-collaborateur de Paul-Henri Spaak
► Le moment est venu de refaire un « serment du Jeu de Paume » de l'Europe.



LENA
LEADING — EUROPEAN
NEWSPAPER — ALLIANCE

Depuis quelques semaines, ils sont plus d'un, parmi les dirigeants européens, à évoquer ouvertement la fin du projet européen. Impossible, continuent à marteler les convaincus. Et pourtant, il faut réécouter Jean-Claude Juncker, le président de la Commission européenne ce mercredi à Strasbourg : « Si l'espace européen Schengen de libre circulation venait à disparaître, c'est la monnaie unique, l'euro, qui serait rapidement menacé. » Donald Tusk, le président du Conseil européen, n'est pas en reste : « Le sommet européen de mars sera la dernière chance de voir si notre stratégie fonctionne. Si ce n'est pas le cas, nous ferons face à de graves conséquences telles que l'effondrement de Schengen. » Ou encore Jean Asselborn, le ministre des affaires étrangères du Grand-Duché de Luxembourg en novembre dernier : « L'Europe peut se désintégrer plus vite qu'on ne le pense. » Ce vendredi c'est le chef du groupe libéral au Parlement européen, le belge Guy Verhofstadt, qui a convoqué une conférence de presse sur le même thème : « L'Europe est en état d'urgence. Le « business as usual » signifie la fin de l'Europe telle que nous la connaissons. » Etienne Davignon, qui fut le bras droit de Paul-Henri Spaak alors que celui-ci créait le projet d'Union et qui joua un rôle déterminant des années plus tard aux côtés de Jacques Delors, partage le constat. Il cite d'ailleurs son mentor qui lui disait déjà à propos de cette Europe qui naissait : « Cela peut capoter ». Mais Davignon s'inquiète de ces dirigeants qui annoncent le danger, mais sans solutions à proposer. C'est pourquoi, à 83 ans, il a décidé de briser l'omerté.

Vous nous avez appelés, disant avoir un message « politiquement pas tout à fait correct » à nous confier...

Une précaution oratoire avant de commencer : c'est difficile de dire « On est dans la m... », sans participer au pessimisme ambiant. Donc je vais essayer d'éviter cela.

D'abord, j'en ai assez qu'on ne parle jamais des mérites de l'Europe. On prend pour acquis toute une série de choses dont on ne peut plus se passer. Le problème est que nous sommes devenus, en tout cas la plupart des pays européens, une structure qui n'arrive plus à fonctionner. Nous

sommes directement impactés par ce qui se passe ailleurs, et nous-mêmes impactons ce qui se passe ailleurs. Si on veut que ce ne soit pas simplement négatif, il faut que l'Europe soit à nouveau gouvernée. Aujourd'hui elle est confrontée à une série de problèmes successifs qu'elle essaie de résoudre sans expliquer pourquoi chacune de ses réponses est indispensable à l'existence du tout.

Elle n'est pas gouvernée par qui ?

J'y viendrai. Longtemps, le consensus était que l'intégration est l'objectif, et le débat portait sur les questions : comment ? à quel rythme ? Maintenant - je ne sais pas quand cela a commencé, il y a quelques années sans doute, mais pas beaucoup -, ce n'est plus vrai. Un certain nombre de pays se posent clairement la question...

... il y en a un qui ne pose pas la question, mais a répondu qu'il fallait stopper « l'union plus toujours plus étroite »...

Oui, mais on a vécu avec le cas de la Grande-Bretagne, et il s'est résolu en général de deux manières. Soit : « Vous ne voulez pas faire avec ? Eh bien ! ne faites pas, tandis que nous avançons juridiquement et structurellement. Cela veut dire que vous n'avez pas nos obligations, mais que nous les avons. » Le deuxième modèle est intervenu avec l'Union économique et monétaire. Comme l'euro n'a pas de gouvernance institutionnelle, cela veut dire qu'il est géré de manière intergouvernementale. Or, la découverte de l'Europe, c'est que l'intergouvernemental a des limites. Qu'il faut un système institutionnel légitime, et dans lequel chaque État se rend compte qu'il accepte la souveraineté partagée. Au passage : la délégation de souveraineté est une des expressions les plus mauvaises vis-à-vis de citoyens. Il est vrai que l'État individuel n'est plus souverain complètement, mais c'est faux de dire qu'il n'est plus souverain du tout. Quand on dit transfert de souveraineté, cela implique « Ce n'est plus moi, c'est les autres ».

Un deuxième élément a changé : quand on dit qu'il faut sauver quelque chose, cela signifie qu'elle pourrait ne pas l'être. On a introduit la notion de doute. Comment s'étonner maintenant que les gens disent que le système peut capoter, puisqu'on ne dit pas ce qu'on veut faire : on veut sauver ce qu'on a, mais alors, c'est que cela n'a pas si bien marché ! Le doute s'est installé, et avec lui l'incertitude de l'objectif.

Et qui parle de l'objectif ?

Personne en dehors de Madame Merkel, des Allemands en général, et de Monsieur Renzi. Lui a aussi un discours un peu ambigu, mais il a bien fait le lien entre la politique intérieure et européenne. Les autres, on ne les entend pas !

Les Français ?

Les Français, à part de dire que l'accord avec les Allemands est fondamental, ils ne

disent rien. Sauf lorsqu'ils sont très impliqués dans un problème, comme la sécurité et les réfugiés. Mais à nouveau, on est dans la solution d'un problème dans lequel l'Europe est un contexte.

Les Belges ?

Je ne puis dire qu'on les entend beaucoup.

Mais que devraient-ils dire ? Les dirigeants paraissent actuellement désespérés...

La question est : y a-t-il une alternative à l'existence de l'Europe ? C'est une question légitime : ce qui était vrai il y a cinquante ans l'est-il toujours aujourd'hui ? Demandons-nous, en dehors de tout militantisme : la globalisation est-elle une réalité ? Personne, y compris ceux qui sont contre, ne contestera que la réalité mondiale, qui n'a pas de gouvernance, ait une existence. Et dans une réalité sans gouvernance, le rapport de force est important, plus que dans d'autres circonstances. Nous sommes tous trop petits pour peser dans la globalisation : un enfant de dix ans reconnaîtra cela. Lorsqu'on n'a pas d'autre choix, faire comme si on n'a pas le devoir politique du sursaut nécessaire équivaut à un refus de responsabilité. Est-il plus dangereux de mourir parce qu'on est ensemble, que de survivre parce que l'un ou l'autre ne veut pas monter dans le même bateau ? Ce qu'il y a de plus ambigu dans la question britannique n'est pas qu'ils demandent une série de choses, mais qu'ils demandent simultanément d'avoir un contrôle sur ce que font les autres : c'est intolérable ! Et ce d'autant plus que la réalité ne leur donne pas ce droit.

L'argument contre ce que vous dites, est celui que vous utilisiez plus tôt ; la mondialisation exige que l'on reste puissant, et cette puissance demande qu'on garde les Britanniques, quitte à leur faire des concessions.

Oui, mais c'est là qu'on arrive à la question suivante : que suppose un départ britannique ? Envisageons-le académiquement, en laissant un instant de côté l'échec politique. Tout ce que j'ai dit tout à l'heure sur la réalité de l'économie ne change absolument pas, que le Royaume-Uni soit dedans ou dehors. Le fait qu'il ne peut pas vivre seul est une réalité si évidente, qu'elle explique la mobilisation outre-Manche.

Mais il est vrai que quand quelqu'un quitte une structure qui n'est pas une alliance, mais une intégration dont les textes initiaux ne prévoyaient même pas la possibilité juridique de sortir, c'est un échec, peu importe à qui la faute. Seulement, si régler l'affaire britannique ne consiste qu'à prolonger l'ambiguïté profonde de la capacité des autres à faire ce qu'ils savent qu'ils devront faire à un moment donné, on est dans l'erreur.

La question est : est-ce qu'on refait le ser-

ment du Jeu de Paume ? (Celui prêté solennellement le 20 juin 1789 par les représentants du Tiers-Etat, de la Noblesse et du Clergé, de ne pas se séparer avant d'avoir rédigé une Constitution, NDLR.) Je crois qu'on est arrivé au moment où on doit le faire. On a fait une erreur profonde lors de l'Union économique et monétaire : il aurait fallu inscrire dans le Traité que tous ceux qui désiraient rejoindre l'Union monétaire en avaient le droit, mais pas l'obligation. D'avoir inscrit l'obligation a conduit à l'ambiguïté : les Suédois sont en état d'entrer, mais on ne le veut pas car on craint qu'ils perdent le référendum.

Qu'aurait changé le caractère facultatif de rejoindre l'euro ?

Cela aurait rendu obligatoire d'avoir une structure institutionnelle pour l'euro, plutôt que de rester dans l'intergouvernemental. Et ceux qui ne seraient dans l'Union monétaire seraient restés des membres associés. (...) Nous nous serions retrouvés à 28 dans la gestion du Marché intérieur, des affaires extérieures, mais dans la gestion de l'euro et de son pendant économique, nous aurions été dans la position légitime de prendre les décisions nécessaires sans devoir plus tard tout faire ratifier successivement par les parlements.

Refaire le serment du Jeu de Paume, sur quoi ?

L'objectif devient une Europe de plus en plus intégrée - n'entrons pas dans le débat du fédéralisme, du confédéralisme ou non -, nous avons une structure, qui admet que chaque progrès exige un progrès suivant. L'Union monétaire exige une coordination économique supérieure. Nous avons dans la crise de l'euro constaté qu'il fallait s'occuper des banques, alors on a fait l'Union bancaire... Il faut achever tout cela.

Qui pose, ou qui peut porter la question que vous posez, à part vous ?

On sent confusément qu'on y arrive. Personne ne conteste que le modèle est en discussion, et il faut clarifier cela. Et il ne faut pas diaboliser ceux qui n'en veulent pas, c'est leur droit. C'est vrai pour les États soumis au régime communiste, pour lesquels l'adhésion a été une épreuve pénible : ils n'ont pas adhéré, mais signé au bas de la page. Lorsque les Polonais disent qu'ils n'ont pas quitté le Pacte de Varsovie pour rejoindre un autre Pacte, c'est complètement idiot d'une part, mais compréhensible d'autre part : ils n'ont pas été partie à la manière dont on a conçu la construction. S'ajoute à cela aujourd'hui que l'intérêt global correspond à l'intérêt individuel de chaque État, mais il est difficile de prouver que chaque État est gagnant dans chaque domaine.

Qui va mettre en route le nouveau « serment du Jeu de Paume » ?

Le Conseil européen (les chefs d'État ou de gouvernement, NDLR) sert à cela. Lors-

qu'il est un conseil d'arbitrage des conseils techniques, c'est très mauvais : c'est confus, on ne comprend pas très bien ce qu'il fait, et ce n'est pas lui qui assure l'exécution. Par contre, il est légitime dans l'établissement des priorités et des stratégies.

Vous en voyez la chance ? Sur la négociation britannique, le Conseil européen est plutôt dans ce qu'on pourrait appeler une négociation à la belge, de la plomberie consistant à accorder les contraires.

Eh bien ! cela ne marche plus. Je ne crois pas que la machine est en danger parce que quelqu'un dit qu'il n'en veut plus, mais elle est en danger parce qu'elle ne produit plus. L'Europe apparaît aujourd'hui aux yeux de l'opinion comme faiseuse de problèmes et non de solutions.

Il nous reste combien de temps ?

Le délai est secondaire. À partir du moment où vous commencez à dire que cela ne peut plus continuer comme cela, le processus est enclenché.

Qui peut porter cela ? Merkel ? La Belgique peut-elle le faire ?

La Belgique a une tradition européenne...

Les dirigeants européens actuels semblent assez désespérés, et obsédés par leurs calendriers électoraux internes. Ne faudra-t-il pas une catastrophe pour provoquer l'électrochoc ?

On y est. Toutes les sociétés sont dominées par les inquiétudes. On a d'une part une réaction populiste et de l'autre une réaction qui ne l'est pas, mais qui ne s'inscrit pas dans l'establishment classique : Podemos, etc. Tout cela parce que les gens ne se retrouvent pas dans les réponses données à leurs inquiétudes. Les politiques se rendront compte un jour qu'il faut y répondre, sans dire que demain, cela ira mieux et qu'on résoudra cela tout seuls.

Faudrait-il qu'un nombre limité d'États refasse ce serment ?

Il n'y a pas de chiffre magique. L'idée doit être que si vous n'êtes pas dedans aujourd'hui, vous pouvez y être demain. On ne recréera pas le mur de Berlin, et ce qu'on a fait ensemble ne va pas disparaître. Ce sont des progrès complémentaires qui vont apparaître, et donc des incertitudes qui vont naître pour d'autres, car n'étant plus à la table, ils en accepteront les conséquences. La réalité du fait qu'on est dans le même bateau, ne peut plus être changée.

Y a-t-il un risque d'effondrement économique si l'Europe se redessine d'un coup ? Ne vaut-il pas mieux vivre un petit peu plus mal petitement, que de provoquer des trous d'air ?

La situation est suffisamment sérieuse pour qu'il arrive quelque chose dont personne ne veut. Personne ne veut la disparition de l'Europe. Peut-être par personne, mais il n'y a aucune majorité nulle part

qui veut la disparition de l'Europe. Chacun veut l'Europe qui lui convient, et pas l'Europe qui ne lui convient pas : c'est un système qui ne peut pas marcher.

Si Schengen implose, c'est le marché intérieur, c'est l'euro, l'économie qui implosent aussi ? Croyez-vous que cela peut avoir vite un impact opérationnel sur le marché intérieur ?

Si l'impuissance des États se manifeste, alors le risque est là. Le risque n'est pas dans le fait lui-même. Nous sommes là où nous en sommes, parce que nous n'avons pas appliqué nos décisions. C'est un fait, ce n'est pas une question d'être pessimiste ou optimiste. Ça, c'est l'impuissance. Cette impuissance disparaît si on a un plan, si on a décidé qu'on fait le nécessaire sur les frontières extérieures, des camps pour garder les gens à l'extérieur, décidé de ne pas se faire arnaquer par des bandits de deuxième catégorie, etc. Et décidé de faire quelque chose sur la cause fondamentale du terrorisme.

Y a-t-il un risque une fois qu'on pose cette question du « serment du Jeu de Paume », que certains - Orban ? - proposent un regroupement de pays sur base identitaire, une sorte de « Comecon » des valeurs chrétiennes ?

Il est possible que vous ayez en Hongrie, en Pologne des affaires de ce type. Mais les Polonais veulent le meilleur des deux mondes : Polonais en Pologne et une puissance égale aux autres en Europe. Les Polonais disent beaucoup de sottises, mais lorsqu'ils disent : « Nous avons été humiliés par l'Europe », et ce n'est pas tout à fait faux. On leur a dit : « L'Europe, c'est votre esprit, mais vous y entrez à nos conditions ».

On va leur dire aussi : on repart à zéro, qui veut participer ?

On demandera : « Qui veut aller plus loin ? »

On dit : vous perdez tout ce que vous avez s'ils refusent d'aller plus loin ?

Non, ils ne perdent pas tout ce qu'ils ont. Le grand marché doit subsister, les éléments de solidarité aussi, toute une série de normes techniques aussi. Peut-être pas au même niveau. Mais on ne va pas leur supprimer ce à quoi ils ont droit dans le traité d'adhésion.

Politiquement, qui veut aller plus loin ?

Les dirigeants savent où sont les réponses : sont-ils prêts, dans la situation telle qu'elle est, à le dire ?

Juncker a dit un jour : « On sait ce qu'on doit faire mais on ne sait pas comment être élu après ? »

Je ne crois pas cela. C'est très rare, dans un cas où un leadership s'affirme, qu'il ne soit pas récompensé. ■

Propos recueillis par
BÉATRICE DELVAUX
et JUREK KUCZKIEWICZ

réfugiés « Qu'a-t-on fait avec la nouvelle réalité qui est que Schengen, c'est une frontière extérieure sans frontières intérieures ? Juste rien ! »

C'est la crise des réfugiés qui a créé ce sentiment de crise de l'Europe ?

Les réfugiés, c'est la démonstration de ce qui arrive quand on prend des décisions, et qu'on ne les applique pas. Cela s'est passé dans le domaine économique, et maintenant dans la crise des réfugiés. Qu'est-ce que Schengen ? C'est la reconnaissance de la réalité qu'on n'a plus de frontière intérieure, mais une frontière extérieure. Et qu'a-t-on fait avec cela ? Juste rien. Or dès qu'on a une frontière extérieure, cela devient une responsabilité collective ! Mais c'est

l'impéritie qui domine. Les chiffres représentent par rapport à notre population globale quelque chose qu'on a fait plusieurs fois au cours des siècles passés. La Grèce n'arrive pas à faire le nécessaire ? Eh bien on recule la frontière. Mais c'est très différent de le faire en attendant de mettre en place ce qui est nécessaire, que de le faire parce qu'on a

échoué.

C'est un problème de leadership ?

On a été négligent. On a trop longtemps laissé les Italiens dans leur situation,

et été incapable de poser la bonne question : peut-on contrôler les frontières intérieures ? Il n'y a pas un seul type intelligent, en fait même pas un abruti, pour penser qu'on peut contrôler les frontières intérieures : regardez sur Google combien il y a de passages entre la Belgique, la France et les Pays-Bas ! (Il rit). Nous avons voulu ne plus avoir de frontières extérieures. Et cela a été profitable aux gens. Quelles obligations cela nous impose, avec quels moyens ? Cette question est plus importante que de savoir combien de réfugiés on va accueillir. Car tant qu'on ne contrôle pas les frontières extérieures, le nombre de réfugiés est inconnu.

C'est le discours d'Orban dès le début.

Il arrive que des gens avec lesquels on est en profond désaccord puissent dire des choses exactes.

C'est totalement insensé de dire, comme les dirigeants allemands le disent de moins en moins discrètement, qu'ils fermeront leurs frontières si on ne résout pas rapidement la

crise ?

Je dis que ne pas tenir compte des opinions est aussi bête que d'en être esclave. Il est évident que l'accumulation de personnes dans un délai court n'est pas assimilable. A partir de là, si le moindre mal est de dire que pendant un certain temps on filtre, jusqu'à ce qu'on ait une vraie frontière extérieure avec une vraie négociation avec les autres pays concernés, pourquoi pas ? ■

Propos recueillis par
B.Dx et J.Kz

peuples « Si on décide qu'on ne veut plus faire l'intégration, j'en serai malade, mais au moins l'aura-t-on décidé »

Qui décidera d'aller ou non plus loin ? Les Etats, les populations par référendum ?

On ratifiera par les traditions respectives des pays, qui sont importantes.

La césure latente que l'on constate en Europe porte-t-elle sur l'intégration européenne, ou sur des valeurs ?

Mais nous sommes à un moment historique. Je ne crois pas que l'intégration se poursuivra dans l'ambiguïté que vous décrivez. Qui est à la fois une ambiguïté des chefs, et une confusion majeure des populations, et peut-être des différences sur le type

de mode de vie que certains Etats veulent avoir. Si on décide qu'on ne veut plus faire l'intégration j'en serai malade, mais au moins l'aura-t-on décidé. Mais la si-

tuation où cela pourrait se produire, et que cela se produise sans qu'on ne l'ait voulu, c'est la définition de la frustration. On doit se prononcer sur la façon dont nous voulons, ou pas, vivre ensemble.

Quels pays d'Europe se retrouveraient à votre avis sur le choix que vous préconisez ?

Je ne suis pas pessimiste. D'abord, c'est une chose de critiquer, et c'en est une autre de s'en aller. Qu'on le veuille ou non, nos populations sont fondamentalement conservatrices, au sens qu'on sait ce qu'on a, on ne sait pas ce qu'on aura ». Aujourd'hui, ceux qui veulent arrêter diabolisent le progrès à venir. Il faut obliger les gens à ne plus se contenter de l'insatisfaction...

Mais les citoyens sont aussi susceptibles de dire : je veux bien de l'Europe, mais à telle et telle conditions ?

Alors cela veut dire qu'ils sont contre.

Mais vous imaginez qu'aux sociétés inquiètes et insatisfaites des réponses, on vienne dire : on a trouvé, on vous propose une nouvelle façon d'aborder l'Europe ?

Il y a des éléments de réponse. Un : on n'a pas si mal fait dans le passé, et ce n'est pas que la paix, même si la paix, ce n'est quand même pas rien. Deux : les problèmes actuels, allons-nous les régler séparément ou ensemble ? ■

Propos recueillis par
B.Dx et J.Kz

PLAIDOYERS

« Mieux d'Europe »

A l'occasion des vœux aux autorités du pays, jeudi, le Roi et le Premier ministre ont consacré la moitié de leurs discours à l'Europe. Ce n'est pas inhabituel pour le chef de l'Etat, mais cette année, ce sont les « dangers pour la construction européenne » que met en avant Philippe : « Elle est menacée par des divisions internes

apparues lors de la crise de l'euro et la crise migratoire », dit-il, tout en jugeant que « ces crises ne devraient être que des jalons sur la route d'une plus grande intégration », car « l'Europe est notre plus grand atout ». Sauver l'Europe : c'est aussi le message de Charles Michel. Qui constate que le projet européen « est vulnérable », soumis à « des menaces ». Alors il ne veut pas rentrer dans le débat « faut-il plus ou moins

d'Europe », mais plaide pour « mieux d'Europe ». Car elle « est perfectible » : il faut « restaurer la confiance des citoyens », partager « une communauté de valeurs » et assurer « la solidarité ». L'autre accent placé tant par le Roi que le Premier concerne les réfugiés. Philippe ne pouvait l'éviter, ayant négligé ce sujet à Noël : « Nous devons chercher l'équilibre délicat entre le devoir de solidarité, la capaci-

té d'accueil et la volonté d'intégrer et de s'intégrer ». Michel ajoute : « Nous ne permettrons jamais que des femmes soient harcelées parce que ce sont des femmes, qu'il s'agisse d'un réfugié ou de quelqu'un d'autre. (...) Les personnes qui abusent de notre hospitalité ne peuvent pas bénéficier de protection. Chaque réfugié a le devoir de souscrire à nos valeurs démocratiques. »

MA.D.